



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/140
13 mars 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Exposé écrit* présenté par Human Rights Advocates, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[8 mars 2000]

Conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits
et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme

1. Human Rights Advocates (HRA), conjointement avec le Natural Heritage Institute (NHI), présente l'exposé ci-après à la Commission des droits de l'homme. Tout d'abord, HRA se félicite du travail accompli au cours de l'année écoulée par la Rapporteuse spéciale et prend acte du fait que celle-ci appuie l'idée de créer un mécanisme chargé d'examiner des plaintes se rapportant à des dommages environnementaux et aux effets de ces dommages sur les droits de l'homme. HRA note également avec satisfaction que le Groupe de travail intersessions, à composition non limitée, sur le renforcement de l'efficacité des mécanismes de la Commission des droits

* Exposé écrit présenté tel quel, sans avoir été revu par les services d'édition.

de l'homme demande que le mandat de la Rapporteuse spéciale soit élargi à la question de l'environnement et des droits de l'homme. On trouvera ci-après des études de cas se rapportant à trois domaines qui justifient un élargissement de l'actuel mandat.

2. Démolition de navires : La démolition de navires constitue une activité de recyclage utile, qui contribue à débarrasser les océans de navires vieillissants, à réduire les surcapacités du marché et à créer des emplois. Mais c'est aussi un secteur d'activité où les violations des droits de l'homme sont particulièrement nombreuses.

3. La Convention de Bâle, adoptée en 1995, interdit tous les mouvements transfrontières de déchets dangereux à partir des pays membres de l'OCDE vers des pays non membres de l'OCDE. Or, si les exportations de déchets toxiques à bord de navires sont interdites, l'exportation des navires eux-mêmes ne l'est pas¹. L'exportation de navires toxiques vers des pays en développement permet aux sociétés multinationales et aux pays de contourner les règles rigoureuses de sécurité du travail et de protection de l'environnement en vigueur dans les pays développés.

4. La démolition de navires repose principalement sur une main-d'œuvre bon marché telle qu'on en trouve en Inde (70 % de l'activité), au Pakistan, au Bangladesh, en Chine, au Viet Nam et aux Philippines, tous pays où les règles de protection de l'environnement sont quasiment inexistantes. Le droit à la vie et le droit à la santé de ces ouvriers sont quotidiennement violés, car, outre qu'il s'agit d'une main-d'œuvre non qualifiée, ils sont non informés, mal équipés et très peu encadrés. Ainsi, à Alang (Inde), site du plus grand chantier naval de démolition au monde, il n'y a pas de syndicats, pratiquement aucune structure médicale et un seul véhicule de lutte contre les incendies². Sans équipement de protection³, les ouvriers sont exposés, en moyenne, à plusieurs centaines de tonnes de produits toxiques⁴ par bateau démolé. L'air qu'ils respirent est pollué au monoxyde de carbone et aux hydrocarbures toxiques issus de la combustion à ciel ouvert des résidus de pétrole contenus dans les navires⁵. Ces conditions de travail déplorables font que l'on prévoit qu'un ouvrier sur quatre développera un cancer⁶, outre ceux qui sont blessés ou tués par des explosions⁷ ou atteints de paralysies ou de troubles nerveux et respiratoires⁸. De plus, les ouvriers travaillent 16 heures par jour pour des salaires compris entre 60 et 100 roupies (1,50 à 2,50 dollars E.-U.) et ne peuvent améliorer leur situation car ils n'ont pas de contrat de travail et ne sont ni syndiqués ni protégés par la législation du travail⁹.

5. Un mécanisme international doit être créé pour garantir le respect des accords internationaux. Des navires sont continuellement exportés de pays membres de l'OCDE vers des pays non membres sans que ceux-ci aient donné une autorisation préalable et au mépris de la Convention de Bâle. Par exemple, alors qu'elle n'a agréé que sept importateurs, l'Inde compte 150 importateurs réguliers. Les pays concernés ne parviennent pas à faire appliquer la législation, car les autorités portuaires n'en sont guère informées et rien n'est prévu concernant le renvoi de livraisons illégales¹⁰.

6. Pour résoudre ces différents problèmes, les objectifs à poursuivre à long terme devraient notamment porter sur les points suivants : 1) conception de navires ne présentant aucun danger pour l'environnement et faciles à démanteler; 2) interdiction progressive de l'utilisation de matières hautement toxiques; 3) établissement d'inventaires des produits toxiques se trouvant à bord des navires exportés; 4) modernisation des installations et du contrôle technique;

5) financement d'équipements industriels et de vêtements de protection; 6) octroi de subventions publiques aux entreprises qui acceptent de coopérer dans ce domaine; et 7) sanctions pénales pour les contrevenants. Alors qu'environ 2 000 navires de charge devront être mis à la ferraille au cours des cinq prochaines années¹¹, il est nécessaire et urgent de lancer une campagne internationale en vue d'améliorer la situation et de garantir à ces ouvriers le respect de leur droit à la vie et à la santé.

8. Effets des pesticides sur les droits de l'homme : Chaque année, des milliers de personnes sont tuées ou gravement intoxiquées par des pesticides toxiques¹². Dans l'État du Nouveau-Mexique, aux États-Unis, des ouvriers travaillent dans des conditions effroyables pour des salaires dérisoires, en contact permanent avec des pesticides dont on sait qu'ils sont nuisibles pour le fœtus et qu'ils provoquent des cancers et des troubles neurologiques¹³. Lors des pulvérisations, les agriculteurs sont exposés au risque d'une contamination par absorption par la peau de résidus déposés sur leurs vêtements. En Chine, une étude menée en 1995 dans 27 provinces a montré que sur les 48 377 cas d'intoxication et les 3 204 décès par intoxication recensés, plus de 7 500 résultaient de l'utilisation courante de pesticides hautement toxiques dans l'agriculture¹⁴.

9. Les polluants organiques persistants, dont les pesticides constituent la catégorie la plus importante, sont des composés carbonés dont la dissémination se fait par des processus naturels (air, sols, eau¹⁵) et par des organismes vivants (plus particulièrement les poissons, les oiseaux de proie et les êtres humains) - par intégration dans la chaîne alimentaire et par transfert génétique¹⁶. Même à faibles doses, ils provoquent des cancers, des troubles du système nerveux central et périphérique, du système immunitaire et de l'appareil reproducteur, ainsi que des troubles du développement¹⁷ et de l'apprentissage.

10. Les pays en développement autorisent toujours la vente de pesticides dont l'utilisation est interdite ou sévèrement réglementée dans les pays développés, et continuent à utiliser des pesticides organophosphorés hautement toxiques mais moins coûteux. Les cas d'intoxication grave sont courants, car les pesticides sont manipulés sans précautions et les vêtements de protection coûtent trop cher ou ne peuvent être utilisés en raison du climat¹⁸.

11. Le mandat de la Rapporteuse spéciale doit être élargi à la question des effets sur les droits de l'homme de l'utilisation et de l'exportation de pesticides qui, bien qu'autorisés, n'en sont pas moins extrêmement toxiques. Les pays en développement ont besoin d'une assistance technique et financière pour éviter l'emploi de pesticides hautement toxiques et éliminer les stocks existants. Des dispositions pour une meilleure diffusion de l'information par le biais d'un étiquetage garantissant la sécurité des exportations et de procédures de surveillance et de contrôle des échanges transfrontières doivent être mises en œuvre pour protéger le droit à la vie et à la santé des ouvriers agricoles.

12. Pollution par les hydrocarbures : Les effets dévastateurs de la pollution par les hydrocarbures sur l'environnement constituent une atteinte directe au droit à la vie, au travail et à la santé, car la productivité des sols est anéantie, et des milliers de personnes dans les régions touchées sont dès lors menacées par des problèmes de santé et n'ont plus les moyens d'assurer dignement leur subsistance.

13. Ces problèmes se posent avec une acuité particulière dans l'État du Tabasco, au Mexique, où les droits au travail et à la santé sont violés par la compagnie nationale PEMEX, responsable de la destruction de 60 % des cultures et de la végétation de la région. Entre 1984 et 1994, plusieurs centaines de milliers de plaintes accompagnées de demandes d'indemnisation ont été déposées par des paysans, des pêcheurs et des éleveurs de bétail ruinés par des écoulements de pétrole dus à la rupture d'oléoducs ou au mauvais fonctionnement de pompes, mais aussi par les pluies acides provoquées par les rejets d'acide sulfurique provenant des raffineries¹⁹. La pollution par les hydrocarbures rend impossibles les cultures agricoles, la pêche et l'élevage, car elle tue la végétation, contamine les nappes phréatiques et le milieu marin, et bouleverse l'écosystème. Privés de leurs moyens de subsistance, beaucoup d'anciens agriculteurs, d'enfants et de personnes âgées vivant dans la région de La Venta, dans l'État du Tabasco, ont dû accepter de travailler pour PEMEX au nettoyage du pétrole, ce qui les expose à d'autres risques pour leur santé. On les a surnommés les "chaperos" (hommes de goudron), car ils sont constamment souillés de pétrole à force de travailler sans vêtements de protection et doivent se nettoyer en s'immergeant dans du gasoil²⁰. Malgré la perte de leurs moyens de subsistance et la dégradation de leur situation sanitaire, la plupart des centaines de milliers de plaignants n'ont pas été correctement indemnisés et certaines plaintes n'ont même jamais été examinées²¹.

14. Des violations comparables se produisent dans d'autres pays et plus particulièrement en Azerbaïdjan et en Colombie. En Colombie, le droit à un environnement sain et le droit à la vie sont violés lorsque des manifestants qui protestent contre des forages pétroliers sont tués par l'armée et la police.

15. Ces exemples mettent en évidence la nécessité de créer un mécanisme chargé d'évaluer l'impact des substances toxiques autorisées et des dommages environnementaux sur les droits de l'homme. HRA recommande à la Commission d'inviter la Rapporteuse spéciale à étudier les modalités d'un éventuel élargissement de son mandat aux problèmes relatifs aux substances toxiques autorisées, aux dommages environnementaux et à leurs effets directs sur les droits de l'homme.

Notes

¹ *Protest in India Against Toxic-Laden Ships* (21 janvier 1998)

<http://www.ban.org/ban_news/indian_protest.html>

² *Greenpeace: Shipbreaking Poses Hazard to Workers* (18 février 1999)

<http://www.ban.org/ban_news/greenpeace_shipbreakingt.html>

³ Ranjit Dev Raj, *Shipbreaking Indefensible, says Greenpeace*, INTER PRESS SERVICE, 19 février 1999.

⁴ Matt Dailey, *Ship Scrapping Knocked but Alternatives Elusive*, REUTERS, 23 juin 1999.

⁵ *Workers at Shipyards Face Serious Health Hazards* (18 février 1999)

<http://www.ban.org/ban_news/workers_at.html>

⁶ *Shipbreaking is Dangerously Polluting*, communiqué de presse de GREENPEACE, 18 février 1999.

⁷ John Zubrzycki, *Recycling the World's Once-Mighty Ships*, CHRISTIAN SCIENCE MONITOR, 26 juin 1998.

⁸ *Indians at Shipbreaking Yards Face Health Hazards*, AGENCE FRANCE PRESSE, 18 février 1999.

⁹ *Greenpeace: Shipbreaking Poses Hazard to Workers*, *supra*, Note 2.

¹⁰ Ravi Agarwal, *India: The World's Final Dumpyard*, 1 BASEL ACTION NEWS 1 (janvier 1998) <http://www.ban.org/ban_news/india_as_dumpyard.html>

¹¹ *Norway Propose Global Rules on Ship Scrapping*, ENDS DAILY, 25 février 1999.

¹² Robert Bisset, *Hazardous Chemicals a Top Priority for Global Environment*, communiqué de presse du PNUE, 27 mars 1998.

¹³ *The Use of Pesticides in New Mexico*, <http://www.farmworkers.org/pestieng.html>

¹⁴ Ake Bjorke, *Convention on Trade in Dangerous Chemicals and Pesticides*, communiqué de presse du PNUE, 9 mars 1998.

¹⁵ *Press Conference on POPs* (20 janvier 1998) <http://srchl.un.org:80/plweb-cgi/fastweb...ATE&TemplateName=predoc.tmpl&setCooki=1>.

¹⁶ Robert Bisset, *supra*, note 12.

¹⁷ Ake Bjorke, *Treaty Talks Start on POPs*, communiqué de presse du PNUE, 22 juin 1998.

¹⁸ Ake Bjorke, *supra*, note 14.

¹⁹ Wendy Call, *Mexican Oil Mess*, DOLLARS AND SENSE, janvier 2000.

²⁰ *La Venta, the Cradle of the Olmec Culture Converted by PEMEX into Petroleum Coated Wetlands* (1er avril 1997) <<http://greenpeace.org/-comms/mexico/rwprapr01.html>>

²¹ Wendy Call, *supra* note 19.
